

Rapport annuel 2009



Fondé en 1972, l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif.

L'IRPP cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

L'indépendance de l'IRPP est assurée par un fonds de dotation établi au début des années 1970.

Conseil d'administration

Janice MacKinnon, présidente du Conseil
(Saskatoon, Saskatchewan)

Graham Scott, vice-président du Conseil
(Toronto, Ontario)

Peter Aucoin (Halifax, Nouvelle-Écosse)

Ian Clark (Toronto, Ontario)

Jim Dinning (Calgary, Alberta)

Mary Lou Finlay (Toronto, Ontario)

Ann Fitz-Gerald (Shrivenham, Wiltshire,
Royaume-Uni)

Frederick Gorbet (Toronto, Ontario)

Antonia Maioni (Montréal, Québec)

John Manley (Ottawa, Ontario)

Barbara McDougall (Toronto, Ontario)

Anne McLellan (Edmonton, Alberta)

Jacques Ménard (Montréal, Québec)

David Pecaut (Toronto, Ontario)

Martha Piper (Vancouver, Colombie-Britannique)

Guy Saint-Pierre (Montréal, Québec)

Bernard Shapiro (Montréal, Québec)

Gordon Smith (Victoria, Colombie-Britannique)

Paul Tellier (Montréal, Québec)

Kent Weaver (Washington, DC, États-Unis)

Wanda Wuttunee (Winnipeg, Manitoba)

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)

L'IRPP a enregistré un surplus budgétaire au cours des trois dernières années.

	2009	2008	2007
Budget de fonctionnement ¹	2 579	2 629	2 663
Charges ²	2 460	2 474	2 485
Excédent du budget de fonctionnement sur (sous) les charges	119	155	178

FAITS SAILLANTS DU FONDS DE DOTATION

(en milliers de dollars)

	2009	2008	2007
Valeur marchande combinée en fin d'exercice	31 055	38 633	42 159

¹Le budget de fonctionnement est composé des revenus de placements approuvés pour les activités de fonctionnement, du surplus de l'exercice précédent, des revenus des publications et autres revenus.

²Les charges ne comprennent pas les frais de gestion de portefeuille et de transaction.

Message de la présidente du conseil d'administration



*Institute for
Research on
Public Policy*

*Institut de
recherche
en politiques
publiques*



Revoici le moment de dresser le bilan annuel des activités de l'IRPP et de faire le point sur ses projets et ses objectifs de la période à venir. J'aimerais tout d'abord féliciter le personnel de l'Institut pour son travail remarquable qui a permis à l'IRPP de publier quelque 25 études de grande qualité traitant sous des angles variés des grands enjeux actuels et futurs. Définie par Mel Cappe, l'approche pratique et novatrice visant à faire connaître nos recherches directement aux décideurs gouvernementaux a déjà rapporté d'importants dividendes, tant à l'Institut qu'aux milieux politiques. Le recentrage de notre programme de recherche autour d'une orientation stratégique mieux ciblée figure aussi parmi nos réalisations de l'année et aidera l'IRPP à s'adapter aux difficultés de la conjoncture économique.

Pour ce qui est du conseil d'administration, signalons le départ, après deux mandats consécutifs, de Shira Herzog, qui présidait le Comité de gouvernance, et de Gordon Thiessen, qui siégeait au Comité de vérification. Kiki Delaney, qui présidait le Comité des placements, a quitté ses fonctions en décembre après six ans et demi de service. Au nom du Conseil, j'aimerais les remercier tous trois de leur inestimable contribution à l'Institut.

Parallèlement, nous avons eu le privilège d'accueillir quatre nouveaux administrateurs, à savoir Ian D. Clark, professeur à la School of Public Policy and Governance de l'Université de Toronto et chercheur principal associé du Massey College ; Mary Lou Finlay, réputée journaliste canadienne et longtemps animatrice de la populaire émission radiophonique *As It Happens* de la SRC ; David Pecaut, associé principal du Boston Consulting Group et président du conseil d'administration de la Toronto City Summit Alliance ; et Graham Scott, notre propre vice-président du Conseil, qui collaborait depuis 2005 avec l'IRPP à titre de représentant d'un organisme compatible. Au nom du Conseil, je leur souhaite la bienvenue. Je me réjouis tout autant d'accueillir trois nouveaux membres de l'Institut : Howard Bergman, vice-président et directeur scientifique du Fonds de la recherche en santé du Québec et directeur de la Division de médecine gériatrique de l'Université McGill ; Meyer Burstein, ancien directeur exécutif de Metropolis ; et Peter Nicholson, président et chef de la direction du Conseil des académies canadiennes.

Je remercie par ailleurs Peter Aucoin et Barbara McDougall d'avoir accepté de renouveler leur mandat. Le premier restera à la tête du Comité de recherche ; la seconde a consenti à présider le Comité de gouvernance tout en se maintenant au Comité des placements et au Comité de collecte de fonds. Pour ma part, c'est avec grand plaisir que j'ai accepté de renouveler mon mandat à la présidence du Conseil. Je remercie tous ses membres de leur soutien et me réjouis de collaborer cette année encore avec des personnalités d'une telle valeur, issues de milieux variés mais partageant toutes le même engagement d'excellence en matière de recherche sur les politiques publiques.

Janice MacKinnon
Saskatoon, juin 2009



« Nous continuons de mobiliser le public et les décideurs en favorisant l'échange des idées, la profondeur des analyses et la vitalité des débats. »

Message du président

Mel Cappe

Encourager la recherche, mettre de l'avant de nouvelles perspectives, susciter des débats » : cette raison d'être de l'IRPP ne pourrait se matérialiser sans le dévouement, la détermination et la créativité de notre personnel. Guidée par un conseil d'administration exceptionnel et inspirée par la liberté et l'indépendance que lui assure notre fonds de dotation, notre petite équipe concrétise la mission de l'Institut en produisant certaines des meilleures études sur les politiques publiques au pays. « Les gens qui font l'IRPP » : tel est donc le thème du rapport annuel de cette année, choisi pour rendre hommage à ces hommes et ces femmes auxquels l'Institut doit sa réussite.

Dans l'actuelle conjoncture économique, qui combine récession mondiale et repli des marchés de capitaux, nous sommes plus que jamais conscients de la contribution aussi variée qu'inestimable de chacun des membres de notre personnel. Sans compter l'appui d'un précieux réseau de réviseurs, de traducteurs, de graphistes et d'imprimeurs, qui font également partie de la famille de l'IRPP et nous aident à produire des publications impeccables. Pour la première fois, nous réservons à cette équipe de l'IRPP une section comprenant notices biographiques et photos de ceux et celles qui donnent forme à notre action.

L'IRPP continue de faire appel à des chercheurs et à des intervenants de premier ordre pour ses études et ses publications. Et comme par les années passées, nous avons publié les travaux d'experts réputés tout autant que de nouveaux talents et d'étoiles montantes. De fait, l'année écoulée a été particulièrement fructueuse, comme en témoigne la parution de 25 études, d'un ouvrage collectif et de 10 numéros d'*Options politiques*, notre périodique phare, qui est aussi la première revue spécialisée en politiques publiques du Canada.

Notre programme de recherche englobe toujours un vaste éventail d'enjeux prioritaires, notamment l'éducation et la mobilité intergénérationnelle en matière de revenu des immigrants de deuxième génération, les conditions de logement des Autochtones hors réserve, les besoins en services de garde de haute qualité pour les enfants à risque et l'importance dans l'économie actuelle d'investir dans les infrastructures publiques. Parmi les nombreux exemples illustrant notre capacité de rassembler des acteurs d'horizons variés autour de

débats politiques de haut niveau, citons la table ronde sur la réforme du Sénat que nous avons tenue en novembre à Ottawa, de concert avec le Forum des fédérations.

Nous maintenons l'accent sur la diffusion de nos recherches en les portant à la connaissance des décideurs, des milieux politiques et du grand public. Cette année, nous avons tenu dans différentes villes du pays plus d'une douzaine d'événements fondés sur nos travaux, dont nous avons aussi discuté des conclusions à l'occasion d'entretiens personnels avec, entre autres, décideurs, des sous-ministres, des hauts fonctionnaires et des dirigeants politiques des niveaux fédéral, provinciaux et municipaux.

La diffusion de nos recherches étant déterminante pour enrichir le débat sur les politiques publiques, notre équipe de communications a élargi cette année son rayonnement auprès des médias et des milieux décisionnels. En 2008-2009, nos recherches ont donné lieu à 576 mentions dans la presse écrite et électronique, soit 433 articles et 143 entrevues à la radio et à la télévision, ce qui représente plus de cinq fois le nombre d'entrevues accordées l'an dernier. Et un total de 66 textes d'opinion signés par le personnel ou les collaborateurs de l'IRPP ont paru dans des journaux du pays, soit plus d'un par semaine. On ne s'étonnera donc pas que dans le premier répertoire du genre établi par l'Université de la Pennsylvanie, l'IRPP figure parmi les cinq *think tanks* les plus influents en Amérique du Nord (hors des États-Unis).

L'Institut s'adapte aussi à l'évolution rapide des réseaux sociaux et des nouveaux médias, ayant recours à ces technologies pour mieux joindre ses auditoires cibles. Notre campagne en ligne auprès d'ONG, de chefs d'entreprise, de hauts fonctionnaires, de députés et de sénateurs a éveillé un intérêt accru pour nos recherches et notre site Web. Celui-ci a attiré en 2008-2009 plus de 300 000 visiteurs uniques et suscité plus de 1,7 million de demandes pour nos publications, ce qui représente une augmentation de 42 p. 100 des téléchargements en format PDF par rapport à l'an dernier.

Je me réjouis déjà des succès que nous connaissons en 2009-2010 grâce à la publication d'autres études de haut niveau, destinées au plus grand auditoire possible.

Mel Cappe
Montréal, juin 2009

Qualité de vie des Autochtones

Le programme Qualité de vie des Autochtones de l'IRPP a pris fin cette année avec la publication de trois études très bien accueillies. À partir d'approches innovantes, ce programme visait à focaliser l'attention des décideurs et des leaders d'opinion sur l'écart entre les conditions de vie et perspectives d'avenir des Autochtones et celles des autres Canadiens. En tout, six études ont paru dans le cadre de ce projet. Toutes ont reçu une couverture médiatique considérable, leurs conclusions ayant fait l'objet de débats dans la presse écrite et électronique francophone et anglophone. L'état de recherche publié en 2006 pour lancer la série constitue d'ores et déjà une référence pour les chercheurs qui se consacrent à ce domaine.

Dans son étude sur les jeunes enfants autochtones du Canada, Jessica Ball montre que les conditions de logement, la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau propre et aux services publics restent en grande partie déficients pour cette catégorie de la population. Une situation à laquelle contribuent d'autres facteurs comme l'incidence des pensionnats sur les aptitudes parentales de plusieurs générations de mères et de pères autochtones. Depuis sa publication en juin 2008, cette étude a été téléchargée plus de 19 500 fois, et sa diffusion a permis à l'IRPP d'étendre sa présence et son influence dans le Nord. Jessica Ball a été interviewée par le Service du Nord de Radio-Canada à Yellowknife et par CBC Yukon, et son texte d'opinion a paru dans le *Yukon News*. En avril, elle a aussi présenté ses conclusions au symposium de l'IRPP sur les enfants vulnérables, dont le discours principal a été prononcé par le réputé spécialiste en développement de la petite enfance Fraser Mustard.

D'autre part, l'étude de Ryan Walker met en évidence le nombre grandissant d'Autochtones vivant en zone urbaine dans des logements insalubres et surpeuplés. Elle révèle aussi que des associations d'habitation autochtones ont élaboré des approches novatrices pour résoudre ces problèmes de logement hors réserve, mais que l'aide qu'elles reçoivent des gouvernements ne suffit pas à répondre aux besoins actuels. Cette recherche a également suscité un intérêt considérable dans les médias nationaux et nordiques. Le texte d'opinion de l'auteur a été publié dans le *Whitehorse Daily Star* et a fait l'objet de quelque 25 reportages et entrevues radiophoniques, y compris des articles dans *Le Devoir*, le *Edmonton Journal* et le *Winnipeg Free Press*.

Bien que ce programme de l'IRPP ait produit des résultats fructueux et instructifs, il concerne évidemment un domaine où de nombreux progrès doivent encore être accomplis. Dans le cadre de ses programmes de recherche en cours, l'Institut poursuivra donc son analyse des enjeux liés au mieux-être des peuples autochtones. Certains des défis les plus complexes auxquels ceux-ci sont confrontés dans les régions nordiques sont d'ailleurs examinés dans le quatrième volume de notre série *L'art de l'État, Northern Exposure: Peoples, Powers and Prospects in Canada's North*.

Directeur de recherche :
Leslie Seidle

publications

« Social Housing and the Role of Aboriginal Organizations in Canadian Cities »

Ryan Walker
IRPP Choices, mai 2008

« Promoting Equity and Dignity for Aboriginal Children in Canada »

Jessica Ball
IRPP Choices, juin 2008

« Aboriginal Quality of Life Under a Modern Treaty: Lessons from the Experience of the Cree Nation of Eeyou Istchee and the Inuit of Nunavik »

Martin Papillon
IRPP Choices, août 2008



Leslie Seidle

**Chercheur
principal associé**

**« Ce programme nous
a beaucoup appris sur
l'innovation en matière
de politiques publiques
et de partenariat avec
les collectivités. »**

A black and white photograph of France St-Hilaire, a woman with short dark hair, smiling. She is wearing a dark, long-sleeved button-down shirt with a ruffled front and a patterned skirt with a black belt. She is standing in an office, with a large abstract graphic on the wall behind her and a desk with papers in the foreground. The text is overlaid on the top left of the image.

« Nous nous intéressons profondément aux défis stratégiques du Canada et mettons tout en œuvre pour produire une recherche fondée sur les faits susceptibles d'inspirer des solutions et des approches efficaces. »

Vice-présidente, recherche

France St-Hilaire

publications

« Defining the Federal Government's Role in Social Policy: The Spending Power and Other Instruments »
Commentaires de Hamish Telford, de Peter Graefe et de Keith Banting
IRPP Policy Matters, septembre 2008

« Reflections on the Federal Spending Power: Practices, Principles, Perspectives »
Tom Courchene
Document de travail, juin 2008

événements

Table ronde : « Defining the Federal Government's Role in Social Policy: The Spending Power and Other Instruments »
Le 12 juin 2008, Ottawa

Table ronde : « Visions renouvelées du fédéralisme au Québec »
Le 13 mai 2008, Montréal

Le fédéralisme canadien

Directeurs de recherche :
Leslie Seidle,
France St-Hilaire et
Sarah Fortin

L'IRPP fait autorité lorsqu'il est question des enjeux à la fois complexes et délicats caractérisant l'évolution de la fédération canadienne. En six ans, plus de deux douzaines de publications sur le fonctionnement du fédéralisme ont paru dans le cadre de ce programme de recherche.

Dans son discours du Trône de 2007, le premier ministre Stephen Harper avait promis une loi limitant le pouvoir fédéral de dépenser pour les nouveaux programmes à frais partagés relevant des domaines de compétence exclusivement provinciale. Mais son gouvernement n'a pas rempli cet engagement lors du déclenchement des élections de 2008, et la question restera vraisemblablement en suspens pendant une période indéterminée. De concert avec l'Association médicale canadienne, l'IRPP a organisé en juin une table ronde à Ottawa sur le thème élargi mais afférent du rôle du gouvernement fédéral en matière de politique sociale. L'événement a rassemblé certains des chercheurs, hauts fonctionnaires, journalistes, représentants élus et doyens d'université les plus réputés du pays. L'Institut en a publié un compte rendu rédigé par Keith Banting, accompagné de deux études sur l'usage historique du pouvoir fédéral de dépenser et les possibilités de réforme. L'événement et les deux études ont fait l'objet de chroniques dans le *Globe and Mail* et *Le Devoir*.

Tom Courchene, chercheur principal invité de l'IRPP, a aussi contribué au débat par une étude sur les difficultés que pourrait occasionner la réduction du pouvoir de dépenser d'Ottawa, mesure qui, croit-il, ne serait guère avantageuse pour le reste du Canada et pourrait même se révéler improductive. Commentée dans la presse écrite et électronique de l'ensemble du pays, notamment dans l'Ouest dans le *Calgary Sun* et à Radio-Canada Regina, cette étude a été publiée dans le *Queen's Law Journal*.

Le Programme de priorités pour le Canada (PPC) consistait en un projet de deux ans (2006-2007) visant à susciter à grande échelle un débat public éclairé sur les choix et priorités politiques et sociales à moyen terme du Canada.

Il a donné lieu à un ouvrage intitulé *A Canadian Priorities Agenda: Policy Choices to Improve Economic and Social Well-Being*, paru en octobre 2007. Cette année, l'Institut a publié en français et en anglais une série de huit documents de synthèse, dont chacun résume l'un des grands défis politiques définis par le PPC : capital humain, changements climatiques, ressources naturelles, vieillissement démographique, sécurité économique, santé et bien-être, productivité, commerce et mondialisation. Ces documents ont été publiés juste avant les élections fédérales de 2008 en vue d'aider les décideurs, les électeurs et les médias à mieux comprendre les enjeux stratégiques qui seraient débattus pendant la campagne.

Aujourd'hui, certains des meilleurs établissements d'enseignement du pays, dont la School of Public Policy and Governance de l'Université de Toronto, utilisent cet ouvrage dans le cadre de séminaires d'études supérieures. Mel Cappe, le président de l'IRPP, en a discuté à maintes reprises avec des étudiants de l'Université de Toronto, et Jeremy Leonard, le codirecteur du PPC, a présenté en septembre les étapes du projet et les conclusions aux professeurs et aux étudiants de la Queen's School of Policy Studies.

En juin, le défi de la taxe sur les émissions carboniques a fait l'objet d'un déjeuner-causerie organisé à Toronto. Coïncidant avec le dévoilement du Plan vert du Parti libéral, qui préconise à la fois une taxe sur le carbone et une réduction de l'impôt sur le revenu, cette importante rencontre a attiré de nombreux acteurs clés de ce débat dont des conseillers municipaux, des économistes, des avocats et des chefs d'entreprise. Lors d'une discussion avec le chercheur principal invité de l'IRPP Tom Courchene et un représentant du Conseil canadien des chefs d'entreprise, l'un des auteurs du PPC, Mark Jaccard, a fait valoir les conclusions de sa section de l'ouvrage sur les changements climatiques et ses recommandations visant à réduire les gaz à effet de serre.

Les codirecteurs du PPC ont par ailleurs été invités à en discuter à l'occasion de rencontres privées, notamment avec le gouverneur de la Banque du Canada et des hauts fonctionnaires du ministère fédéral des Finances.

Programme de priorités pour le Canada

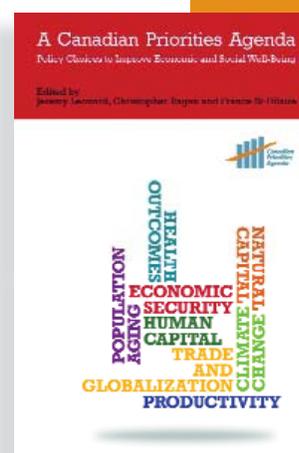
Directeurs de recherche :
Jeremy Leonard,
Christopher Ragan
(Université McGill et
Finances Canada) et
France St-Hilaire

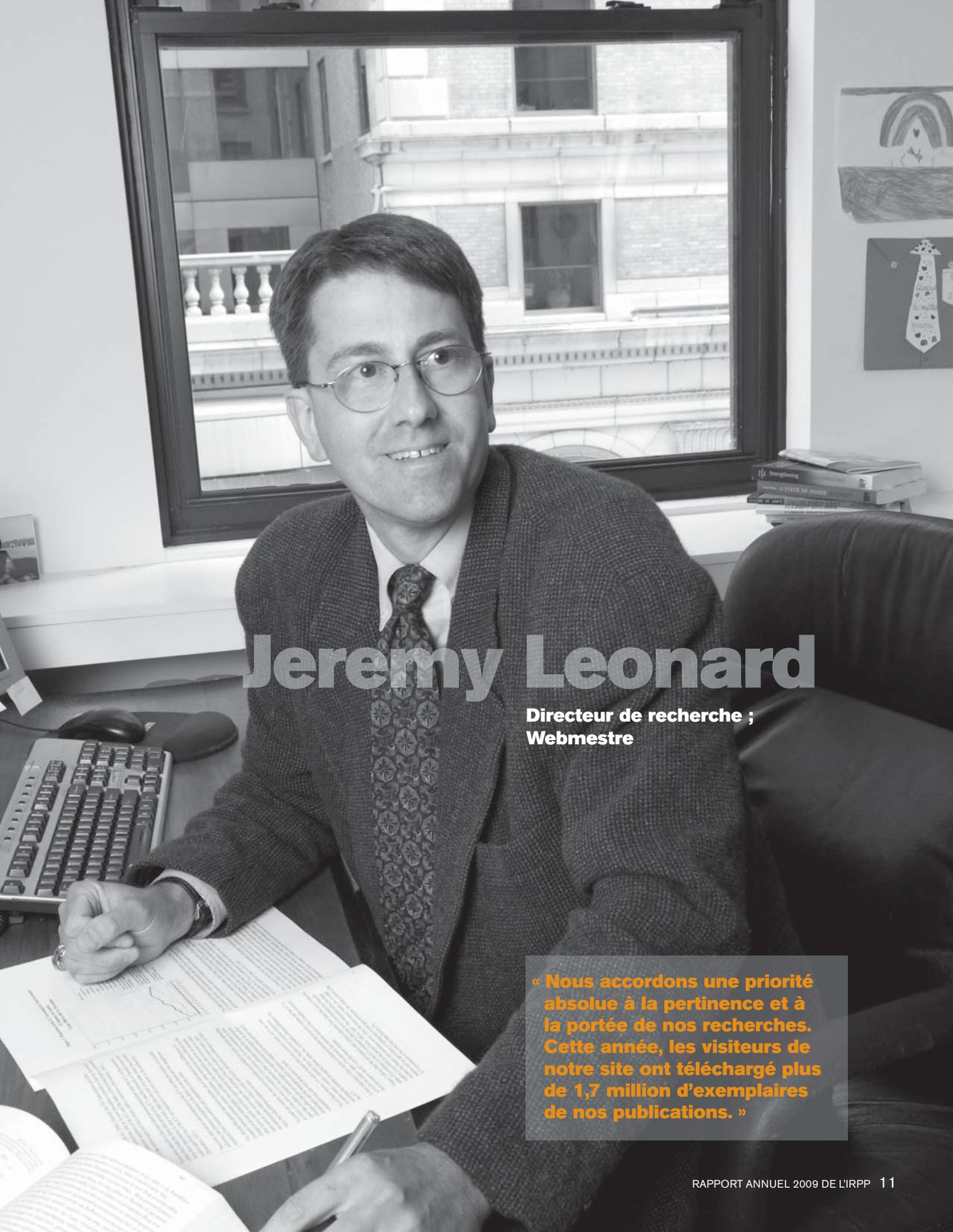
publication

Documents de synthèse bilingues de quatre pages sur chacun des défis du PPC : capital humain, changements climatiques, ressources naturelles, vieillissement démographique, sécurité économique, santé et bien-être, productivité, commerce et mondialisation
Jeremy Leonard et France St-Hilaire
Septembre 2008

événement

Déjeuner-causerie : « Thinking Through Carbon Taxes: Competitiveness and Federalism Challenges »
Présentateurs : Mark Jaccard (Université Simon Fraser), Thomas J. Courchene (Université Queen's et IRPP), Sam Boutziouvis (Conseil canadien des chefs d'entreprise)
Le 18 juin 2008, Toronto





Jeremy Leonard

Directeur de recherche ;
Webmestre

« Nous accordons une priorité absolue à la pertinence et à la portée de nos recherches. Cette année, les visiteurs de notre site ont téléchargé plus de 1,7 million d'exemplaires de nos publications. »

Directrice de recherche

Geneviève Bouchard

« Nos décideurs doivent mieux comprendre le processus d'intégration économique et sociale des immigrants et les obstacles qu'ils doivent surmonter. »



Diversité, immigration et intégration

Directrice de recherche :
Geneviève Bouchard



Diversité, immigration et intégration
Diversity, Immigration and Integration

Ce programme de recherche traite des aspects propres à l'intégration économique et sociale des immigrants. Il examine aussi les défis stratégiques d'une diversité grandissante, la cohésion sociale et la citoyenneté partagée au Canada.

Dans le cadre de ce programme, l'IRPP a publié cette année cinq études dont l'une, de Leslyanne Hawthorne, établit une comparaison révélatrice entre l'Australie et le Canada quant à l'incidence d'une politique de sélection économique sur l'évolution des marchés du travail. L'auteure y soutient que le modèle australien de sélection, qui privilégie les immigrants en mesure de contribuer immédiatement à l'économie du pays, permettrait au Canada de s'attaquer au problème de sous-emploi de ses immigrants et stimulerait l'économie du savoir. Cette étude, qui a suscité une importante couverture médiatique et donné lieu à des événements à Ottawa et à Toronto, a été publiée quelques semaines avant l'adoption du projet de loi C-50 apportant des modifications controversées à la loi canadienne sur l'immigration. Ces modifications renforcent en effet le pouvoir de sélection du ministre de l'Immigration, qui peut désormais limiter le nombre de requérants et permettre au gouvernement d'accélérer le traitement des demandes d'immigrants de certaines catégories, comme celles des travailleurs qualifiés, tout en bloquant les candidatures de certaines autres. Pendant ce vif débat, l'étude de Leslyanne Hawthorne a fait l'objet de chroniques dans le *Globe and Mail*, le *National Post*, le *Ottawa Citizen* et le *Victoria Times Colonist*. On en a aussi beaucoup parlé dans la presse et à la radio, de grands quotidiens comme le *Toronto Star* lui ayant consacré plusieurs articles approfondis. Un texte d'opinion de l'auteure a également paru dans le *National Post*.

publications

« The Impact of Economic Selection Policy on Labour Market Outcomes for Degree-Qualified Migrants in Canada and Australia »
Leslyanne Hawthorne
IRPP Choices, mai 2008

« Breaking Down Barriers to Labour Market Integration of Newcomers in Toronto »
Nan Weiner
IRPP Choices, septembre 2008

« The Economic and Social Integration of Second-Generation Immigrants in Canada »
Miles Corak
IRPP Choices, octobre 2008

« Changing Perceptions of Islamic Authority among Muslims in Canada, the United States and the United Kingdom »
Karim Karim
IRPP Choices, février 2009

« Les difficultés d'insertion en emploi des immigrants du Maghreb au Québec : une question de perspective »
Annick Lenoir-Achdjian, Sébastien Arcand, Denise Helly, Isabelle Drainville et Michèle Vatz Laaroussi
Choix IRPP, mars 2009

événements

L'IRPP a par ailleurs tenu à Ottawa, à Toronto et à Montréal des événements consacrés à l'étude de Miles Corak sur l'intégration économique et sociale des immigrants de deuxième génération, réalisée en collaboration avec Geneviève Bouchard et Sarah Fortin, directrice de recherche du programme Investir dans nos enfants. Les conclusions de Miles Corak, selon qui les enfants d'immigrants sont plus susceptibles que les enfants de parents nés au Canada de faire des études universitaires et tendent à toucher un salaire hebdomadaire supérieur à la moyenne canadienne, ont fait l'objet d'éditoriaux dans les quotidiens *Globe and Mail* et *Montreal Gazette*. De surcroît, le *Globe and Mail* a publié un important reportage sur cette étude le jour même de sa parution.

« Les enfants d'immigrants – même ceux qui n'ont pas fait d'études universitaires – sont mieux instruits que les enfants de parents nés au Canada, soutient une nouvelle étude très percutante [de l'IRPP], fondée sur des données du recensement de 2001, et qui a suivi des familles sur une longue période. »

– Marina Jiménez,
Globe and Mail

Déjeuner-causerie : « Economic Immigration Policy in Australia and Canada: What Lessons Can We Learn? »
Présentateurs : Lesleyanne Hawthorne (Université de Melbourne), Howard Duncan (Metropolis), Michael Murphy (Chambre de commerce du Canada)
Le 12 mai 2008, Ottawa

Déjeuner-causerie : « L'intégration des immigrés sur le marché du travail à Montréal : politiques et enjeux »
Présentateurs : Marie-Thérèse Chicha, Éric Charest (Université de Montréal)
Le 23 mai 2008, Montréal

Table ronde : « Economic Integration of Newcomers : Learning from Toronto and Montreal »
Organisée par l'IRPP en collaboration avec le Migration Policy Institute
Le 10 septembre 2008, Toronto

Déjeuner-causerie : « The Race for Talent: Comparing Canada, US and Australia's Approach to Skilled Worker Migration »
Présentateurs : Lesleyanne Hawthorne (Université de Melbourne), Demetrios Papademetriou (Migration Policy Institute), Naomi Alboim (Université Queen's)
Le 26 septembre 2008, Toronto

Cocktail : « Comings and Goings: Migration, Policy and Society »
Présentateur : Miles Corak (Université d'Ottawa)
Le 16 octobre 2008, Ottawa

Déjeuner-causerie : « The Socio-economic Progress of Second Generation Immigrants »
Présentateurs : Miles Corak (Université d'Ottawa), Monica Boyd (Université de Toronto), Howard Duncan (Metropolis)
Le 28 novembre 2008, Toronto

Symposium : « Les enfants d'immigrants : le Canada et le Québec sont-ils des sociétés inclusives ? »
Organisé par l'IRPP en collaboration avec la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
Discours principal : Patricia Rimok (Conseil des relations interculturelles)
Présentateurs : Miles Corak (Université d'Ottawa), Maryse Potvin (Université du Québec à Montréal), Ross Finnie (Université d'Ottawa), Robert Sweet (Université Lakehead), Marie McAndrew (Université de Montréal)
Le 13 février 2009, Montréal

Déjeuner-causerie : « Les difficultés d'insertion en emploi des immigrants du Maghreb à Montréal »
Présentateurs : Annick Lenoir-Achdjian (Université de Sherbrooke), Marjorie Michel (Perspectives Carrière), Zaki Ghavitian (Ordre des ingénieurs du Québec)
Le 26 mars 2009, Montréal

[Diversité, immigration et intégration]

« Nos événements attirent certains des meilleurs chercheurs et experts du pays, et les mettent en contact avec les décideurs et le grand public. »

Suzanne Lambert

Coordonnatrice des événements



Georgia Kotsakis

Assistante administrative

« Notre recherche dans ce domaine examinera les défis complexes et difficiles à relever que pose le vieillissement de la population au Canada. »



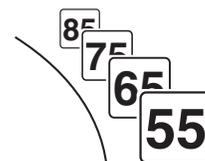
Sarah Fortin

**Directrice de recherche ;
Rédactrice adjointe d'Options politiques**

David Boisclair

Directeur de recherche

Les défis du vieillissement



*Faces of Aging
Les défis du vieillissement*

événement

Conférence : « When I'm 64... Defining Caregiving Policy for an Aging Canada »
Les 2-3 avril 2009, Montréal

Lancé en 2007, ce programme de recherche porte sur les grands défis sociaux, économiques et stratégiques soulevés par le vieillissement de la population canadienne, que ce soit en matière de décisions de retraite, de participation au marché du travail, de soins aux personnes âgées ou de questions de fin de vie.

Le Canada est confronté à un éventail de défis importants dans ce domaine étant donné que sa population vieillit plus rapidement que celle de nombreux autres pays industrialisés. En 2001, un Canadien sur huit avait plus de 65 ans. D'ici à 2026, un sur cinq fera partie de l'âge d'or. S'ajoutant aux préoccupations relatives à l'inégalité des protections en matière de pension et aux changements en matière de retraite, la présente crise économique a révélé la fragilité de la sécurité financière des retraités actuels et futurs (notamment par suite des problèmes apparus dans la gestion de fonds de pension privés comme celui de GM), de l'épargne des particuliers ou des programmes de pension publics comme le Régime des rentes du Québec.

Sur le thème des soins aux personnes âgées, l'IRPP a tenu ce printemps, à Montréal, une importante conférence multidisciplinaire de deux jours. Elle a rassemblé des chercheurs de nombreux domaines comme l'économie, la sociologie, les sciences politiques, la médecine et les soins infirmiers, ainsi que des fonctionnaires et des intervenants de tout le pays. L'événement visait à dresser l'inventaire des initiatives en cours mais aussi à déterminer les modèles et les écarts canadiens en soins externes aux personnes âgées. On y a discuté notamment du rôle des secteurs public et privé en matière de soins à domicile et à long terme mais aussi du rôle du gouvernement touchant le soutien à l'aide informelle et la réglementation des services privés. Les présentations ont été mises en ligne sur le site Web de l'Institut et une série d'études sur ces enjeux de plus en plus importants paraîtront au cours de la prochaine année.

Nous n'aurions pu organiser cette conférence sans l'appui financier de plusieurs organisations gouvernementales et privées. L'IRPP aimerait remercier de leur précieux soutien Santé Canada, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, les Instituts de recherche en santé du Canada, les gouvernements du Québec (ministère de la Santé et des Services sociaux) et de l'Alberta (Seniors and Community Support), la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé, le Groupe financier BMO et GlaxoSmithKline.

Directeurs de recherche : Sarah Fortin et David Boisclair

Investir dans nos enfants

Le gouvernement du Québec annonçait l'été dernier qu'il accélérerait la création de 20 000 places dans les garderies subventionnées des secteurs à but lucratif et non lucratif. La décision d'assigner un nombre considérable de ces places au secteur à but lucratif et d'investir davantage dans les garderies en milieu familial a soulevé un débat sur l'accès à des services de garde de qualité supérieure au Québec. Publiée en français et en anglais au plus fort de ce débat, l'étude de Christa Japel a focalisé l'attention sur une importante dimension de la politique des services de garde, à savoir leurs avantages potentiels pour les enfants vulnérables.

Selon les recherches de l'auteure, les enfants vulnérables profitent en effet grandement de services de garde de qualité, cette intervention précoce compensant les effets négatifs de nombreux facteurs de risque chez les enfants d'âge préscolaire. L'étude a suscité un vif intérêt dont témoigne l'importante couverture qu'elle a reçue dans la presse écrite et électronique, de nombreux quotidiens en ligne et imprimés lui ayant consacré des reportages. *Le Devoir* a publié un texte d'opinion de Christa Japel, et l'auteure a été invitée par 17 stations radio, Global TV et le réseau québécois d'information continue LCN.

Avec l'élection en 2006 du gouvernement conservateur de Stephen Harper, l'initiative de l'ancien premier ministre Paul Martin visant à jeter les bases d'un programme de garderies national a été délaissée au profit d'allocations de frais de garde. Mais la question de l'accès à des services de garde de qualité continue d'être débattue partout au pays. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'une séance de travail à l'Université de Toronto, où Gordon Cleveland a présenté les conclusions de l'étude qu'il a réalisée pour l'IRPP sur l'utilisation, l'abordabilité et la qualité des services de garde au Canada. La directrice de recherche du programme Sarah Fortin y a pour sa part présenté les résultats d'autres études de l'Institut. Cette recherche de Gordon Cleveland, qui montre que la qualité des services de garde offerts aux Canadiens est trop souvent insuffisante pour soutenir le développement des enfants, a été téléchargée plus de 12 000 fois sur le site Web de l'Institut.

Le programme de recherche Investir dans nos enfants examine les enjeux de politique familiale du point de vue d'un investissement permanent dans le capital humain. Il vise à cerner les forces et les faiblesses des politiques actuelles et à proposer des solutions de rechange fondées sur des données empiriques et analytiques.



publications

« Risques, vulnérabilité et adaptation : les enfants à risque au Québec »
Christa Japel
Choix IRPP, août 2008

« New Evidence about Child Care in Canada: Use Patterns, Affordability, and Quality »
Gordon Cleveland
IRPP Choices, octobre 2008

« Factors of Risk, Vulnerability and School Readiness among Preschoolers: Evidence from Quebec »
Christa Japel
IRPP Choices, novembre 2008

événements

Symposium : « Vulnerable Children in Canada: Research Insights and Policy Options »
Conférencier principal : J. Fraser Mustard (président-fondateur, Institut canadien de recherches avancées)
Présentatrices : Jessica Ball (Université de Victoria), Andrea Johnston (Johnston Research Inc.), Christa Japel (Université du Québec à Montréal), Magdalena Janus (Université McMaster), Gillian Doherty (consultante en éducation de la petite enfance), Brenda Patterson (Ville de Toronto)
Le 11 avril 2008, Toronto

Déjeuner-causerie : « Les enfants vulnérables au Québec : résultats de recherche et options de politiques »
Présentatrices : Christa Japel (Université du Québec à Montréal), Isabelle Laurin et Sylvie Lavoie (Direction de santé publique de Montréal)
Commentatrice : Nathalie Collard (*La Presse*)
Le 3 juin 2008, Montréal

Séance de travail : « After the Election: Which Direction for Child Care and Family Policy? »
Présentateurs : Sarah Fortin, Gordon Cleveland (Université de Toronto), Martha Friendly (Child Care Resource and Research Unit), Linda White (Université de Toronto)
Le 9 décembre 2008, Toronto

Directrice de recherche :
Sarah Fortin

« Pour une petite équipe comme la nôtre, la publication de quelque 25 études de recherche par année – sans compter la sortie d'une revue mensuelle – est toujours un défi. »



Révisseur-correctrice ;
Assistante administrative du président

**Félice
Schaeffli**

**Francesca
Worrall**

Coordonnatrice à la rédaction

**Chantal
Létourneau**

Coordonnatrice à la production ;
Assistante administrative

Directeur de recherche :
Jeremy Leonard



Vecteur clé de la productivité, l'innovation est le fruit d'une interaction complexe et faiblement comprise entre la recherche-développement, l'éducation, l'investissement et plusieurs autres facteurs. Ce programme de recherche a pour but d'examiner dans quelles filières le Canada doit centrer ses efforts d'innovation pour améliorer sa productivité.

Dans le cadre de ce programme, l'IRPP a publié cette année trois études dont un important document de Jorge Niosi, qui analyse les obstacles au transfert technologique universités-industrie et propose des moyens de les surmonter. Téléchargée plus de 50 000 fois sur le site Web de l'IRPP, cette étude exhorte les décideurs canadiens à améliorer les débouchés commerciaux des technologies mises au point dans les universités. Elle s'accompagne des judicieux commentaires d'Indira V. Samarasekera, présidente de l'Université de l'Alberta, et d'Ilse Treurnicht, directrice de MaRS Discovery District. Un texte d'opinion de Jorge Niosi a été publié en avril 2008 dans un dossier spécial sur l'innovation de l'hebdomadaire *The Hill Times*.

De son côté, James Brox a publié une étude qui a trait à un des éléments clés de la réaction des gouvernements à la récession économique mondiale, à savoir le lien entre les investissements publics dans les infrastructures et la productivité. L'auteur y rapporte que ces investissements ont radicalement chuté depuis les années 1970, notamment pour ce qui est des routes, des installations portuaires et des systèmes de traitement et de distribution des eaux ainsi que de traitement des eaux usées, et qu'il faudrait injecter jusqu'à 200 milliards de dollars pour résoudre le problème. L'étude a été publiée en août, quelques semaines avant le deuxième anniversaire de l'effondrement du viaduc de la Concorde, à Laval, qui a détruit plusieurs voitures et causé la mort de cinq personnes. Au lendemain de sa parution, elle a fait l'objet de près de 25 reportages dans des quotidiens de tout le pays dont le *National Post*, le *Ottawa Citizen*, le *Edmonton Journal*, le *Winnipeg Free Press* et le *Vancouver Sun*. À n'en pas douter, cet enjeu restera pendant un certain temps en tête des priorités publiques, comme en témoigne l'importance accordée par le budget fédéral 2009 aux investissements dans les infrastructures.

publications

« Innovation and the Productivity Problem: Any Solutions? »
Donald McFetridge
IRPP Choices, avril 2008

« Infrastructure Investment: The Foundation of Canadian Competitiveness »
James Brox
IRPP Policy Matters, août 2008

« Connecting the Dots between University Research and Industrial Innovation »
Jorge Niosi, commentaires d'Indira V. Samarasekera et d'Ilse Treurnicht
IRPP Choices, octobre 2008

Innovation et productivité

Renforcer la démocratie canadienne



publications

« Political Legitimacy for an Appointed Senate »
Campbell Sharman
IRPP Choices, septembre 2008

« Restructuring the Canadian Senate through Elections »
André Blais et Bruce Hicks
IRPP Choices, novembre 2008

« La montée des tiers partis au Québec à l'élection de 2007 : conjoncture ou tendance ? »
Éric Bélanger et Richard Nadeau
Choix IRPP, novembre 2008

« E-Consultation: Enabling Democracy between Elections »
Joseph Peters et Manon Abud, commentaires de Kathleen McNutt et de Colin McKay
IRPP Choices, janvier 2009

événement

Table ronde : « Senate Reform: Options and Comparative Perspectives »
Organisé par l'IRPP en collaboration avec le Forum des fédérations
Le 18 novembre 2008, Ottawa

« C'est à l'IRPP qu'on doit la recherche la plus efficace et la plus pertinente sur les enjeux de politiques publiques et de gouvernance au Canada. Ce think tank est clairement le plus important du pays, et notre journal a plus souvent recours à ses études qu'à celles de tout autre think tank national. »

— Andrew Potter, directeur de l'information,
Ottawa Citizen

Directrice de recherche :
Geneviève Bouchard

Lancé en 1999, le programme Renforcer la démocratie canadienne a grandement contribué à l'orientation des nombreuses réformes apportées ces dernières années aux institutions démocratiques canadiennes. Quatre études ont été publiées cette année dans le cadre de ce programme.

Le débat sur la réforme du Sénat a été avivé cet automne quand le premier ministre Stephen Harper a exhorté les sénateurs à appuyer le projet de son gouvernement de réformer l'institution en limitant à huit ans le mandat des nouveaux sénateurs et en créant un processus visant à choisir des sénateurs élus. Parue au cœur de ce débat, l'étude de Campbell Sharman a suscité beaucoup d'intérêt dans les médias de la capitale nationale et l'ensemble de la population. Téléchargée plus de 46 000 fois sur le site Web de l'Institut, elle figure parmi les études les plus consultées de l'année. De concert avec le Forum des fédérations, l'Institut a tenu en novembre, à Ottawa, une table ronde sur la réforme du Sénat, laquelle a réuni sénateurs libéraux et conservateurs, députés, chercheurs et journalistes de renom. La rencontre a permis à ces parlementaires et à ces experts d'examiner comment le mode de sélection des futurs sénateurs pourrait renforcer la légitimité du Sénat.

Chez nos voisins du Sud, l'extraordinaire réussite de la stratégie de campagne de Barack Obama a clairement établi le pouvoir des nouveaux médias et des réseaux sociaux dans la conscience populaire. C'est dans ce contexte que l'IRPP a publié la percutante étude de Joseph Peters et Manon Abud sur la consultation en ligne, accompagnée des commentaires de Kathleen McNutt, professeure adjointe à l'Université de Regina, et de Colin McKay, chef de la Direction de la recherche, de la sensibilisation et de l'engagement du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. L'étude a suscité beaucoup d'intérêt et une couverture médiatique de grande qualité, notamment sous forme de textes d'opinion dans le *Globe and Mail* et *Le Soleil*. Joseph Peters a été invité à la principale émission d'affaires publiques de TV Ontario, *The Agenda with Steve Paikin*, et l'étude a fait l'objet de nombreuses entrevues dans les deux langues ainsi que de chroniques dans le *Windsor Star* et le *Vancouver Sun*.



« L'étroite collaboration qui caractérise nos échanges de travail avec un conseil d'administration prestigieux et diversifié contribue grandement à la réputation et à l'indépendance de l'Institut. »

Suzanne Ostiguy McIntyre Vice-présidente, opérations

Contrôleuse

Guadalupe Bermejo

publications

« Fixing the Deficiencies in Parliamentary Review of Anti-terrorism Law: Lessons from the United Kingdom and Australia »
Craig Forcese
IRPP Choices, mai 2008

« Arar: The Affair, the Inquiry, the Aftermath »
Reg Whitaker
IRPP Policy Matters, mai 2008

« The (Un)Peacable Kingdom? Terrorism and Canada before 9/11 »
David Charters
IRPP Policy Matters, octobre 2008

événement

Conférence : « EU-Canada Cooperation on Anti-terrorism and Human Rights »
Organisée par IRPP en partenariat avec le Centre pour l'étude des politiques publiques européennes et la Faculté de droit de l'Université de Toronto
Le 22 septembre 2008, Ottawa

Sécurité et démocratie



Directeurs de recherche :
Mel Cappe et Wesley Wark
(Université de Toronto)

Les parlementaires et le public canadiens ont traditionnellement hésité à consacrer d'importantes ressources à la sécurité quand la menace terroriste leur semblait lointaine. Mais si le Canada n'a pas été la cible d'attentats depuis un certain temps, il n'a jamais été immunisé contre les grandes tendances du terrorisme et ne sera guère épargné dans l'avenir.

En vue de structurer plus efficacement la politique antiterroriste actuelle, le programme de recherche Sécurité et démocratie se consacre à l'analyse des défis complexes que doit relever le Canada en matière de sécurité dans le contexte de l'après-11 septembre. À maints égards inédits pour le pays, les enjeux dont il traite doivent être pris en compte dans l'élaboration de la politique de sécurité canadienne, d'abord pour répondre à la menace du terrorisme mondial et transnational mais aussi de manière à respecter les droits de la personne.

L'Institut a publié cette année trois études sur les questions de sécurité et de démocratie. Mel Cappe, directeur de recherche du programme et président de l'IRPP, a participé à plusieurs événements consacrés à ces questions, notamment à une conférence d'une journée sur la coopération entre le Canada et l'Union européenne en matière d'antiterrorisme et de droits de la personne, tenue conjointement par l'IRPP, le Centre pour l'étude des politiques publiques européennes et la Faculté de droit de l'Université de Toronto, et à la conférence de l'Association canadienne pour les études de renseignement et de sécurité tenue en octobre à Ottawa.

Trois textes d'opinion, tirés des études de l'IRPP sur la sécurité nationale, ont paru dans le dossier spécial du *Hill Times* sur la défense et la sécurité en avril 2008. Dans son étude, Craig Forcese soutient que le Parlement canadien doit établir un système d'examen indépendant pour évaluer les mesures antiterroristes, puisque la *Loi antiterroriste* canadienne repose selon lui sur une définition beaucoup trop large des activités terroristes. Il recommande au Parlement de s'inspirer des modèles d'évaluation britannique et australien pour créer un système d'examen novateur.

Pour sa part, David Charters observe dans son étude que, contrairement à l'opinion généralement reçue, le Canada possédait avant le 11 septembre une longue histoire en matière de terrorisme. Il juge préférable de réagir au terrorisme de façon proactive plutôt que réactive et propose de renforcer les capacités canadiennes en matière de renseignement humain à l'étranger. Cette étude a fait l'objet de reportages dans la presse écrite et électronique de tout le pays, et son auteur a été invité au réseau d'information continue CTV Newsnet, de même qu'à la populaire émission radio *The World Tonight* de Calgary, où il a longuement décrit ses recherches et les conclusions de son étude. À ce jour, celle-ci a été téléchargée plus de 35 000 fois sur le site Web de l'Institut.



publications

« Canada and the Changing International Arctic:
At the Crossroads of Cooperation and Conflict »
Rob Huebert
Chapitre publié à l'avance, septembre 2008

« Canadian Arctic Sovereignty: Time to Take Yes for an
Answer on the Northwest Passage »
Franklyn Griffiths
Chapitre publié à l'avance, septembre 2008

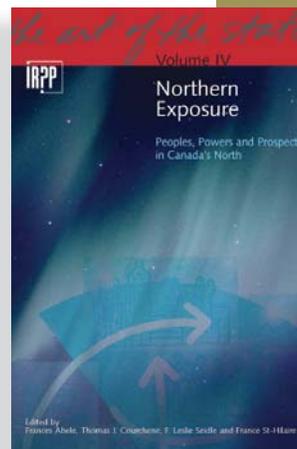
En matière de politiques publiques, l'enjeu du Nord ne cesse de gagner en importance, comme l'a confirmé le gouvernement par son engagement, dans le discours du Trône de 2007, d'élaborer une stratégie intégrée pour le Nord. Les récents événements internationaux ont aussi fait ressortir la nécessité de protéger la souveraineté des régions arctiques du Canada, et Ottawa a annoncé un train de mesures axées sur cet objectif. Dans une allocution prononcée au Yukon à la mi-mars, le ministre canadien des Affaires étrangères Lawrence Cannon en a appelé à la coopération internationale pour relever les défis qui s'annoncent dans l'Arctique.

En prévision des élections fédérales de cette année, l'IRPP a publié à l'avance les chapitres de Rob Huebert et de Franklyn Griffiths, spécialistes de la souveraineté dans l'Arctique, qui figurent dans son ouvrage collectif intitulé *Northern Exposure: Peoples, Powers and Prospects in Canada's North*, lequel constitue le volume IV de la série *L'art de l'État* de l'Institut. Fruit d'un vaste programme de recherche, cet ouvrage multidisciplinaire porte sur les thèmes de la souveraineté, du changement environnemental et des sciences de l'environnement, des gouvernances publique et autochtone, du développement économique, du capital humain, de l'éducation et de la politique canadienne du Nord.

Rob Huebert et Franklyn Griffiths ont été les invités de la principale émission d'affaires publiques de TV Ontario, *The Agenda with Steve Paikin*, dans le cadre d'un panel d'experts sur la souveraineté dans l'Arctique. Tous deux ont aussi été longuement interviewés par de populaires animateurs radio de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

Directeurs de recherche :
Leslie Seidle et France St-Hilaire

L'art de l'État IV



Kate Shingler

**Directrice des
communications**

« Faire valoir de nouvelles idées, tant auprès des acteurs gouvernementaux que des intervenants externes, revêt une importance clé dans l'évolution du débat sur les politiques publiques. »



L. Ian MacDonald

Rédacteur en chef
d'*Options politiques*

« *Options politiques* est la première revue spécialisée du genre au Canada parce que nos collaborateurs y proposent des analyses percutantes des enjeux qui importent le plus aux Canadiens. »



Options politiques

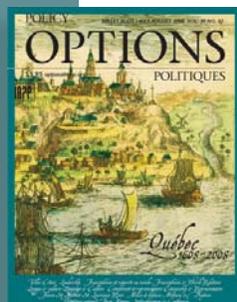
Rédacteur en chef : L. Ian MacDonald
Rédactrice en chef adjointe : Sarah Fortin



événement

Déjeuner-causerie : « The Economic Crisis and the Budget »

Présentateurs : L. Ian MacDonald, Thomas J. Courchene (Université Queen's et IRPP), Graham Fox (Fraser Milner Casgrain), Jeremy Leonard
Le 24 mars 2009, Ottawa



Options politiques, la publication phare de l'IRPP, continue de jouer un rôle important auprès des responsables de l'élaboration des politiques publiques canadiennes. Dans le cadre de ses thèmes mensuels, la revue a publié en 2008-2009 des analyses approfondies des temps forts de l'actualité : Barack Obama et la campagne présidentielle américaine, la crise économique mondiale, les élections générales au Canada et le budget fédéral canadien. Les qualités d'analyse et l'à-propos de ses articles ont donné lieu à 39 textes d'opinion publiés dans les quotidiens francophones et anglophones de tout le pays, soit environ quatre par numéro, de même qu'à une centaine de chroniques, éditoriaux et reportages.

La revue attire des collaborateurs de grande qualité des milieux politiques et universitaires mais aussi du secteur privé, et elle bénéficie d'une impressionnante équipe de collaborateurs spécialisés, dont Nik Nanos, Derek H. Burney, Thomas J. Courchene, Jean-Herman Guay, Jeremy Kinsman, Robin Sears et Gil Troy.

Son rédacteur en chef L. Ian MacDonald profite d'un accès appréciable aux dirigeants politiques et a réalisé des entrevues avec plusieurs d'entre eux : avec le premier ministre du Québec Jean Charest à propos de la signification du 400^e anniversaire de la ville de Québec, avec le ministre des Finances Jim Flaherty sur le budget fédéral 2009 et avec l'ambassadeur des États-Unis David Wilkins à l'occasion du numéro de la revue consacré à l'élection présidentielle américaine.

En mars, *Options politiques* a tenu à Ottawa un déjeuner-causerie à guichets fermés sur la crise économique et le budget fédéral auquel ont participé des ministres, des députés, des analystes politiques et des chefs d'entreprise. L'événement a été diffusé en direct sur la chaîne CPAC.

Son lectorat en ligne continue par ailleurs d'augmenter, comme en témoigne une moyenne mensuelle de quelque 52 000 téléchargements d'articles actuels et archivés. En tout, plus de 600 000 articles d'*Options politiques* sont téléchargés chaque année sur le site Web de l'Institut.

« Une publication lue par un très grand nombre d'initiés des milieux politiques. »

– John Geddes, *Maclean's*



Guadalupe Bermejo est contrôleur et trésorière de l'IRPP depuis août 1996. Native de Mexico, elle est diplômée en comptabilité de la Escuela Bancaria y Comercial de la capitale mexicaine et a obtenu à l'Université McGill une admission

en équivalence. Cette passionnée des chiffres supervise tous les aspects des finances de l'IRPP, et son expérience des organismes financés par fonds de dotation en fait un élément indispensable de l'équipe de l'Institut.



David Boisclair s'est joint à l'été 2008 à l'équipe de recherche de l'IRPP, dont il est le dernier chercheur embauché. Il assure la gestion et l'orientation de projets de recherche sur la question de l'eau, le segment « marché du travail et retraite »

du programme Les défis du vieillissement et le programme Innovation et productivité. Fort d'une impressionnante expérience de recherche, acquise notamment auprès de l'Organisation mondiale de la santé et du ministère québécois de la Santé et des Services sociaux, ce diplômé de l'UQAM et de l'Université McMaster s'acquitte de ses fonctions avec grande efficacité.



Geneviève Bouchard est directrice de recherche à l'IRPP depuis 2001. Titulaire d'un doctorat de l'Université McMaster, elle supervise les deux programmes de recherche Renforcer la démocratie canadienne et Diversité, immigration et

intégration. Elle a coordonné en 2008-2009 la publication de neuf études, soit plus que tout autre de nos directeurs de recherche. Elle revient d'un séjour de six mois en Belgique, où elle a piloté une initiative de collaboration entre l'IRPP et le Centre pour l'étude des politiques publiques européennes.



Mel Cappe est président de l'IRPP depuis 2006. Il compte plus de 30 années de service dans la fonction publique canadienne, ayant terminé son illustre carrière au poste de haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni de Grande-

Bretagne et d'Irlande du Nord. Nommé en janvier 1999 premier fonctionnaire du pays à titre de greffier du Conseil privé, secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique, il renonce à ces fonctions trois ans plus tard pour devenir conseiller spécial du premier ministre Jean Chrétien. Quand il n'est pas en réunion avec le personnel du siège social montréalais de l'IRPP ou en pleine discussion avec les auteurs de notre programme de recherche Sécurité et démocratie, dont il assure la direction, Mel Cappe s'emploie à faire valoir nos différents travaux de recherche auprès des décideurs et hauts fonctionnaires du pays.



Sarah Fortin fait partie de l'équipe de l'IRPP depuis 1997. Diplômée de l'Université de Montréal et de l'UQAM, elle a mené à bien sa scolarité de doctorat à McGill et dirige nos programmes de recherche Les défis du vieillissement

et Investir dans nos enfants. Passionnée de politiques publiques, elle s'intéresse aussi aux relations Canada-Québec, à l'union sociale canadienne et aux relations intergouvernementales, tout en étant rédactrice en chef adjointe d'*Options politiques*. Dans nos réunions de recherche, nous comptons sur elle pour se faire l'« avocate du diable » et nous assurer ainsi d'examiner tous les aspects d'une question.



Georgia Kotsakis s'est jointe à l'IRPP en juin 2008 en tant qu'adjointe administrative. Fraîchement diplômée en science politique de l'Université Concordia, cette lève-tôt est souvent la première

arrivée dans les locaux de notre siège social du centre-ville de Montréal. Affairée à son bureau situé tout près de la réception, elle accueille les visiteurs, répond aux appels, supervise le courrier interne et externe et aide à la coordinatrice des nombreux événements de l'IRPP. Ses qualités d'organisation et sa minutie nous sont d'un précieux secours.



Suzanne Lambert est coordonnatrice des événements de l'IRPP depuis 2000. Cette diplômée en histoire de l'art de l'Université de Montréal organise chaque année plus d'une douzaine de conférences et déjeuners-causeries qui permettent à

l'IRPP de susciter un débat éclairé sur les conclusions de ses recherches. Ses remarquables qualités d'organisatrice et sa capacité de réseautage assurent la réussite et le professionnalisme de tous les événements de l'Institut.

Patrick Lemieux s'est joint à l'équipe de l'IRPP en septembre 2008 à titre d'adjoint de recherche. Avouant une véritable dépendance à l'information, ce titulaire d'une maîtrise de l'Université de Montréal épluche tous les matins quantité de journaux de langue française et anglaise en quête de nouvelles susceptibles d'enrichir nos programmes de recherche. Une activité qui déborde largement le cadre de l'Internet puisque l'IRPP compte sur lui pour dénicher – dans des délais souvent très serrés – les études, documents gouvernementaux et sources de données indispensables à ses travaux.



Jeremy Leonard est associé à l'IRPP à divers titres depuis une quinzaine d'années. Convaincu de l'importance d'appliquer la recherche universitaire à l'élaboration des politiques publiques, il est entré à l'Institut en 1994 en tant qu'adjoint de recherche

et dirige actuellement notre programme Innovation et productivité. Mais comme bon nombre de ses collègues, il porte plusieurs autres casquettes. Ce Montréalais d'adoption né aux États-Unis, diplômé avec très grande distinction de l'Université McGill, est ainsi notre webmestre et notre conseiller en communications, tout en collaborant régulièrement à la revue *Options politiques*.



Chantal Létourneau compte parmi les plus anciens employés de notre équipe ; elle est entrée à l'IRPP en février 1994. De 1995 à 1998, elle a été adjointe de Monique Jérôme-Forget, alors présidente de l'Institut, devenant ensuite coordonnatrice à la production, chargée de la mise en pages de toutes nos publications, notamment d'*Options politiques*. Avec l'énergie inépuisable qui la caractérise, elle se consacre aussi à quantité d'autres tâches essentielles au fonctionnement de l'Institut.



Désigné par l'hebdomadaire *The Hill Times* parmi les 100 personnalités les plus influentes de la vie politique canadienne, **L. Ian MacDonald** est depuis 2002 rédacteur en chef d'*Options politiques*, la revue phare de l'IRPP. Il publie aussi régulièrement des chroniques sur l'actualité politique et les grands enjeux stratégiques dans les quotidiens *Montreal Gazette* et *National Post*, tout en étant fréquemment invité à titre de commentateur par les chaînes CTV, CPAC et Radio-Canada. On lui doit plusieurs ouvrages dont la biographie à succès *Mulroney: The Making of the Prime Minister*.



Suzanne Ostiguy McIntyre est vice-présidente aux opérations et secrétaire du conseil d'administration. Entrée à l'IRPP en mai 1998 à titre de directrice administrative, elle a été promue à son poste actuel en 2000. Responsable de la gestion quotidienne de l'Institut, cette diplômée en droit assure l'efficacité de notre fonctionnement avec une rigueur et un brio de chaque instant. Elle est aussi le fer de lance de nos récentes initiatives de collecte de fonds.



Félicie Schaeffli s'est jointe à l'IRPP en 2007. Diplômée en sciences sociales et en traduction, elle révise les documents de l'Institut et les articles d'*Options politiques* en langue française, coordonne la publication de nos études en langue française et traduit les textes de notre équipe de communications. Elle aide aussi le président de l'IRPP à mener à bien des tâches variées.



F. Leslie Seidle est chercheur principal associé à l'IRPP depuis 2004. Il a planifié et codirigé la publication de *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, jouant un rôle analogue pour *Northern Exposure: Peoples, Powers and Prospects in Canada's North*, un nouvel ouvrage de l'Institut qui a bénéficié de ses précieuses qualités de gestionnaire de projet puisqu'il a nécessité la coordination des collaborations de plus de 30 auteurs. Il avait de même conçu et dirigé notre programme de recherche Qualité de vie des Autochtones, mené à bien cette année. Leslie Seidle est par ailleurs conseiller politique principal du Forum des fédérations et consultant en politiques publiques.



Kate Shingler a été nommée directrice des communications de l'IRPP en avril 2008. Ancienne journaliste à la télévision, elle crée maintenant la nouvelle au lieu de simplement la rapporter, un changement particulièrement bienvenu à ses yeux. Entre la rédaction de communiqués et les contacts avec la presse, elle tient constamment informé le milieu des politiques publiques des derniers travaux de l'Institut. Grande adepte des nouveaux médias, elle met à profit les différents outils de réseautage social pour étendre le rayonnement et consolider la réputation de l'IRPP.



France St-Hilaire est vice-présidente à la recherche de l'IRPP, où elle est entrée en 1992 à titre de directrice de recherche. Elle supervise l'ensemble des programmes de recherche de l'Institut et est sans cesse à l'affût des grands enjeux appelés à défrayer la chronique. Auteure de nombreux articles et monographies sur les finances publiques, les politiques sociales et le fédéralisme fiscal, elle a codirigé la publication de plusieurs ouvrages de l'IRPP, dont le dernier volume de la série *L'art de l'État* intitulé *Northern Exposure: Peoples, Powers and Prospects in Canada's North*.



Francesca Worrall est coordonnatrice à la rédaction des publications de langue anglaise de l'IRPP depuis 2002. Elle a obtenu au fil du temps un baccalauréat en histoire, un diplôme en traduction et une maîtrise en traduction de l'Université Concordia. On la trouve souvent réfugiée dans son bureau, son fameux dé de caoutchouc au doigt, en train d'examiner sur fond de musique classique une étude en voie de publication ou les épreuves du prochain numéro d'*Options politiques*.

Rapport du Comité des placements

Président par intérim : Alfred Wirth
Membres : Hugh Cleland,
Germaine Gibara, Lea Hansen,
Michael Koerner, Barbara McDougall
et Jacques Ménard

Le Fonds de dotation de l'IRPP a pour objectif de subvenir aux besoins de l'Institut. Le Comité des placements vise à maintenir la valeur réelle du Fonds après inflation, de façon qu'il produise les revenus nécessaires aux activités futures de l'Institut. C'est pourquoi le conseil d'administration a décidé il y a plusieurs années de retirer chaque année une somme égale à 5 p. 100 de la valeur trisannuelle moyenne du fonds, mesurée en fin d'exercice, plutôt que de se baser sur les revenus annuels réels qu'il génère. En privilégiant une moyenne trisannuelle, on atténue l'impact des changements du marché tout en améliorant la prévisibilité.

Comme pour la plupart des fonds de cette nature, le ralentissement économique amorcé à l'automne 2008 a eu une incidence considérable sur le Fonds de dotation de l'IRPP. La somme du Fonds dont nous avons disposé pour l'exercice 2008-2009 s'est élevée à 2 044 268 dollars, en baisse de 8 299 dollars par rapport au transfert de l'année précédente. Les gains en capital de 227 665 dollars ainsi que les dividendes et intérêts de 1 334 113 dollars ont totalisé 1 561 778 dollars.

Au fil des années, le Comité des placements a pris plusieurs mesures pour assurer la gestion optimale du Fonds. En 1999, il a décidé de répartir le Fonds de dotation en deux parts égales. C'est ainsi que la société Beutel Goodman and Company Ltd. s'est jointe à Knight, Bain, Seath and Holbrook Capital Management (KBSH), qui gérait le Fonds depuis 1989. Puis, en 2004, le Comité a décidé de remplacer KBSH par la société McLean Budden Investment Managers. En 2006, il a entrepris l'examen des options qui lui permettraient d'accroître la valeur du Fonds afin que celui-ci génère un meilleur rendement sans compromettre sa capacité de subvenir aux besoins de l'Institut pour les années à venir.

Fin de l'exercice	31/3/09	31/3/08	31/3/07	31/3/06
Rendement annuel				
Artio Global	-13,6 %	n/a	n/a	n/a
Benchmark (MSCI ACWI ex-US)	-9,0 %	n/a	n/a	n/a
Beutel Goodman	-11,8 %	-4,2 %	8,6 %	11,1 %
McLean Budden	-10,0 %	-1,3 %	9,6 %	10,7 %
Benchmark	-13,0 %	0,4 %	9,4 %	13,0 %
Rendement sur 4 ans (annualisé)				
Beutel Goodman	0,5 %	5,4 %	8,6 %	7,2 %
McLean Budden	1,9 %	n/a	n/a	n/a
Benchmark	2,0 %	7,1 %	9,3 %	6,0 %

	Artio Global		McLean Budden		Beutel Goodman	
	31/3/09	31/3/08	31/3/09	31/3/08	31/3/09	31/3/08
Valeur marchande	3 022 740 \$	-	13 039 711 \$	18 036 101 \$	14 992 206 \$	20 597 595 \$
Composition de l'actif						
Espèces et valeurs assimilables	-	-	1,4 %	5,8 %	4,3 %	2,2 %
Revenu fixe	-	-	49,6 %	45,6 %	52,3 %	42,3 %
Actions canadiennes	-	-	26,3 %	22,7 %	28,2 %	30,1 %
Actions américaines	-	-	22,7 %	13,1 %	15,2 %	14,8 %
Actions étrangères	100 %	-	-	12,8 %	-	10,6 %
Actions totales	-	-	49,0 %	48,6 %	43,4 %	55,5 %

Le Comité des placements a mené à bien ce processus au début de l'année 2008 et a présenté une recommandation au Comité exécutif du Conseil en mai 2008. Puis, en juin 2008, le Comité a retenu les services de la société Julius Baer, aujourd'hui Artio Global, pour gérer la portion des actifs de l'IRPP qui avait été investie sur les marchés étrangers. Au cours de ce même mois de juin, 2,5 millions de dollars ont ainsi été prélevés de chacune des sociétés Beutel Goodman et McLean Budden pour être transférés chez Artio Global.

Le Comité des placements se réunit chaque trimestre avec les gestionnaires de fonds pour évaluer leur rendement à partir de points de référence établis il y a plusieurs années. En 2008, le Comité a réexaminé ces points de référence pour s'assurer qu'ils permettaient toujours de bien évaluer le rendement des gestionnaires de fonds. Le tableau ci-dessus illustre, par rapport à ces points de référence, le rendement des gestionnaires de fonds de l'Institut pour l'année écoulée et, le cas échéant, pour les quatre dernières années.

La valeur marchande combinée du Fonds, y compris d'autres actifs nets, s'établissait à 31 050 665 dollars au 31 mars 2009. La composition de son actif est indiquée dans le tableau ci-dessus.

Rapport des vérificateurs

Aux administrateurs de
l'Institut de recherche en politiques publiques



Raymond Chabot
Grant Thornton

Raymond Chabot Grant Thornton LLP¹
Suite 2000
Tour Banque Nationale
600, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L8

Téléphone : 514-878-2691
Télécopieur : 514-878-2127
www.rcgt.com

Nous avons vérifié le bilan de l'Institut de recherche en politiques publiques au 31 mars 2009 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2009 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, nous déclarons qu'à notre avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Montréal, le 13 mai 2009

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 14444

Résultats

de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	2009	2008
	\$	\$
Produits		
Revenus nets de placements (note 5)	(5 322)	(1 160)
Autres produits		
Magazine <i>Options politiques</i>	30	35
Autres publications	37	33
Publicité	137	143
Recouvrement de charges	173	183
Autres	10	14
	387	408
Charges		
Frais généraux de recherche et de soutien	1 904	1 902
Magazine <i>Options politiques</i>	383	381
Autres publications	150	169
Frais de gestion de portefeuille et de transaction	204	207
Intérêts	7	6
Amortissement des immobilisations	17	14
	2 665	2 679
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant revenus nets de placements	(2 278)	(2 271)
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(7 600)	(3 431)

Évolution des actifs nets

de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	Affectés au financement des activités de fonction- nement (note 4) \$	Investis en immobilisa- tions \$	Non affectés \$	Total 2009 \$	Total 2008 \$
Solde au début	38 451	25	264	38 740	42 171
Insuffisance des produits par rapport aux charges		(17)	(7 583)	(7 600)	(3 431)
Investissements en immobilisations		16	(16)		
Virement (note 5)	(7 570)		7 570		
Solde à la fin	30 881	24	235	31 140	38 740

Flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	2009	2008
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(7 600)	(3 431)
Éléments hors caisse		
Juste valeur des placements	6 654	3 003
Amortissement des immobilisations	17	14
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 6)	236	(211)
Sorties nettes de fonds	(693)	(625)
Activités de financement et d'investissement		
Emprunt bancaire		(23)
Placements	(222)	(584)
Cession de placements	224	721
Placements à long terme	(24 221)	(13 739)
Cession de placements à long terme	25 155	14 292
Immobilisations	(16)	(3)
Rentrées nettes de fonds	920	664
Augmentation de l'encaisse	227	39
Découvert bancaire au début	(69)	(108)
Encaisse (découvert bancaire) à la fin	158	(69)

Bilan

au 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	2009	2008
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	158	
Placements (note 7)	73	75
Débiteurs (note 8)	348	647
Frais payés d'avance	28	30
	607	752
Placements à long terme (note 9)	30 870	38 458
Immobilisations (note 10)	24	25
	31 501	39 235
Passif		
Passif à court terme		
Découvert bancaire		69
Comptes fournisseurs et charges à payer	228	307
Produits d'abonnement et de publicité perçus par anticipation	38	33
Apports reportés (note 12)	95	86
	361	495
Actifs nets		
Affectés au financement des activités de fonctionnement	30 881	38 451
Investis en immobilisations	24	25
Non affectés	235	264
	31 140	38 740
	31 501	39 235

1 - Statuts et objectif de l'organisme

L'Institut de recherche en politiques publiques est constitué en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. Il a pour mission de favoriser le développement de la pensée politique au Canada en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2 - Modifications comptables

Normes récentes adoptées

Le 1^{er} avril 2008, conformément aux dispositions transitoires applicables, l'organisme a appliqué les recommandations du chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Ce nouveau chapitre, entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007, établit des normes pour la divulgation d'informations sur le capital de l'organisme et la façon dont il est géré. La nouvelle norme comptable couvre seulement les informations à fournir et n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de l'organisme.

Normes comptables futures

En septembre 2008, l'ICCA a modifié la préface des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif et plusieurs chapitres de la série 4400, et a apporté des modifications corrélatives à d'autres chapitres du *Manuel de l'ICCA*. Les principaux changements apportés touchent notamment les éléments suivants :

- Inclusion des organismes sans but lucratif dans le champ d'application des chapitres 1540, « États des flux de trésorerie », et 1751, « États financiers intermédiaires » ;
- Élimination de l'obligation de traiter les actifs nets investis en immobilisations comme une composante distincte des actifs nets ;
- Modification afin de préciser que les produits et les charges doivent être comptabilisés et présentés sur la base des montants bruts lorsque l'organisme sans but lucratif agit pour son propre compte dans les opérations en cause ;
- Ajout de directives supplémentaires concernant l'utilisation appropriée de l'exclusion du champ d'application du chapitre 4430, « Immobilisations détenues par les organismes sans but lucratif », pour les petites entités.

De plus, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 4470, « Ventilation des charges des organismes sans but lucratif – informations à fournir », qui établit des normes sur les informations à fournir par l'organisme sans but lucratif qui classe ses charges par fonction et ventile des charges entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 et l'organisme les mettra en application à compter du 1^{er} avril 2009. La direction de l'organisme n'est pas en mesure d'évaluer l'incidence qu'aura l'application de ces modifications sur les états financiers.

3 - Conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les

principales estimations sont la provision pour créances douteuses et la durée probable d'utilisation des immobilisations. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

L'organisme a choisi d'appliquer les recommandations du chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », du *Manuel de l'ICCA* relativement à la présentation et aux informations à fournir afférentes aux états financiers.

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à l'état des résultats et présentés dans les frais de gestion de portefeuille et de transaction. Les achats ou les cessions d'actifs financiers avec délai normalisé de livraison sont comptabilisés à la date de transaction.

Par la suite, les actifs et les passifs financiers sont évalués et comptabilisés comme il est décrit ci-après.

Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

L'encaisse est classée comme actifs financiers détenus à des fins de transaction et les placements, les placements à long terme et les intérêts et dividendes à recevoir et les sommes à recevoir sur la cession de placements inclus dans les débiteurs sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations qui en découlent sont comptabilisées à l'état des résultats. Les variations de la juste valeur comptabilisées à l'état des résultats incluent les revenus d'intérêts et de dividendes, les gains ou pertes de change ainsi que les gains ou pertes réalisés et non réalisés, et sont présentées au poste Revenus nets de placements. La juste valeur des placements en actions et en parts de fonds communs a été établie selon le dernier cours acheteur et la juste valeur des placements en bons du Trésor, en billet à escompte et en obligations, selon le taux de rendement reflétant les conditions des marchés correspondants.

Lors de leur comptabilisation initiale, certains actifs financiers sont désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction lorsque la désignation élimine ou réduit les incohérences d'évaluation ou de comptabilisation qui pourraient survenir si les actifs, les gains ou les pertes étaient comptabilisés autrement.

Prêts et créances

Les comptes clients inclus dans les débiteurs sont classés comme prêts et créances et sont évalués au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses.

Autres passifs financiers

Les comptes fournisseurs et charges à payer sont classés comme autres passifs financiers et sont évalués au coût après amortissement.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré. Les apports reçus à titre de dotations sont présentés comme des augmentations directes des actifs nets.

Produits de publicité et de publications

Les produits de publicité et de publications sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction

est déterminé ou déterminable et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, l'organisme applique les principes spécifiques suivants :

- Les produits de publicité sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, lorsque la publicité est éditée ;
- Les produits de publications sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des abonnements ;
- Les autres produits sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire, les taux annuels et la période qui suivent :

Taux

Équipement informatique	33 %
Matériel de bureau	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

Conversion des devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des charges liées aux éléments non monétaires d'actif et de passif, qui sont converties au taux d'origine. Les gains et les pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sur les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont inclus dans les revenus nets de placements présentés à l'état des résultats.

4 - Affectations grevant les actifs nets

Les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement par voie d'affectations d'origine interne par le conseil d'administration doivent être conservés en vue de financer les activités de fonctionnement de l'organisme. Ces sommes ne peuvent être utilisées à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration. Les produits de placements ne sont pas sujets à une affectation spécifique.

5 - Virement

	2009 \$	2008 \$
Montant établi de la moyenne des justes valeurs des trois exercices précédents multiplié par 5 % (5 % en 2008) (a)	2 044	2 053
Revenus nets de placements	(5 322)	(1 160)
Frais de gestion de portefeuille et de transaction	(204)	(207)
Produits de placements, déduction faite des frais de gestion de portefeuille et de transaction (b)	(5 526)	(1 367)
Ajustement résultant de la modification comptable		6,908
	(5 526)	5 541
Virement	7 570	(3 488)

(a) Le conseil d'administration autorise annuellement un virement visant le transfert de ressources entre les actifs nets affectés au financement des activités de fonctionnement et les actifs nets non affectés. Ce transfert de ressources a été fixé, pour les exercices terminés les 31 mars 2009 et 2008, à 5 % de la moyenne de la juste valeur des actifs détenus aux fins de financement des activités de fonctionnement à la fin des trois exercices précédents.

(b) La perte de valeur des actifs affectés et les frais de gestion y afférents sont non affectés et reflètent la perte non matérialisée au cours de l'exercice sur les actifs affectés.

6 - Informations sur les flux de trésorerie

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2009 \$	2008 \$
Débiteurs	299	(431)
Frais payés d'avance	2	(4)
Comptes fournisseurs et charges à payer	(79)	212
Produits d'abonnement et de publicité perçus par anticipation	5	12
Apports reportés	9	
	236	(211)

7 - Placements

	2009 \$	2008 \$
Bons du Trésor, 3,292 % en 2008		75
Billet à escompte, échéant en mai 2009	73	
	73	75

8 - Débiteurs

	2009 \$	2008 \$
Comptes clients	25	38
Somme à recevoir sur la cession de placements	148	399
Taxes à la consommation à recevoir	55	72
Intérêts et dividendes à recevoir	120	138
	348	647

9 - Placements à long terme

Fin de l'exercice	2009 Juste valeur \$	2008 Juste valeur \$
Parts de fonds communs de placement		
Marché monétaire	463	1 404
Obligations	6 504	8 226
Actions	9 559	10 866
	16 526	20 496
Obligations		
Gouvernement fédéral, 3,6 % à 5 % (3,6 % à 5 % en 2008), échéant à différentes dates de mars 2010 à juin 2037	2 750	2 342
Gouvernements provinciaux, 4,4 % à 10,25 % (4,2 % à 10,25 % en 2008), échéant à différentes dates de décembre 2013 à juin 2040	1 220	2 511
Sociétés, 3,906 % à 12,2 % (3,906 % à 12,2 % en 2008), échéant à différentes dates de septembre 2010 à mars 2039	3 865	3 873
	7 835	8 726
Actions canadiennes		
Pétrole et gaz	1 211	1 740
Produits de consommation	46	36
Produits industriels		60
Immobilier	37	75
Services de transport et services environnementaux	122	177
Services publics	114	148
Communications et médias	272	217
Ventes au détail	133	64
Services financiers	2 296	3 519
Autres		157
	4 231	6 193
Actions étrangères		
Automobile et transport		85
Produits de consommation cycliques	241	242
Produits de consommation de base	204	162
Services financiers	29	283
Santé	352	435
Pétrolières intégrées	116	164
Autres énergies	220	228
Produits durables	287	397
Technologies	418	529
Services publics	156	185
Communications et médias	40	
Autres	215	333
	2 278	3 043
	30 870	38 458

10 - Immobilisations

2009	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Équipement informatique	343	340	3
Matériel de bureau	125	115	10
Améliorations locatives	16	5	11
	484	460	24

2008	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Équipement informatique	343	337	6
Matériel de bureau	125	106	19
	468	443	25

11 - Marge de crédit

La marge de crédit non garantie, d'un montant autorisé de 500 \$, porte intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (2,75 % ; 5,75 % en 2008) et est renégociable en septembre 2009. Aux 31 mars 2009 et 2008, la marge de crédit n'était pas utilisée.

12 - Apports reportés

	2009	2008
	\$	\$
Fonds de la quatrième décennie		
Solde au début	86	86
Montant encaissé	9	
Solde à la fin	95	86

Le Fonds de la quatrième décennie est composé d'apports affectés à des projets spécifiés par les donateurs.

13 - Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.

L'organisme ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de taux d'intérêt

Le billet à escompte, les obligations et les parts de fonds communs du marché monétaire et d'obligations portent intérêt à taux fixe et exposent donc l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Risque de marché

Les placements et les placements à long terme exposent l'organisme au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des cours du marché.

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

En règle générale, la valeur comptable au bilan des actifs financiers de l'organisme exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé.

- Comptes clients :

Le risque de crédit de l'organisme provient principalement des

comptes clients. L'organisme n'exige pas de garantie de ses clients. Le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition résiduelle de l'organisme aux créances douteuses n'est pas importante ;

- Le solde des placements en obligations et en parts de fonds communs est géré et analysé tous les trimestres afin de détecter toute moins-value. Au 31 mars 2009, la direction estime que le risque de crédit de l'organisme relatif à ces actifs financiers est faible et, de ce fait, aucune provision pour perte n'a été comptabilisée.

Au 31 mars 2009, l'encaisse et les bons du Trésor sont détenus auprès d'une institution financière reconnue.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que l'organisme dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires de montant autorisé suffisant. L'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Risque de change

L'organisme est exposé au risque de change en raison de l'encaisse et des placements à long terme libellés en dollars américains. Au 31 mars 2009, les actifs financiers libellés en dollars américains représentent de l'encaisse et des placements à long terme totalisant 1 919 \$ US (3 045 \$ US au 31 mars 2008).

L'organisme ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel il est exposé.

14 - Politiques et procédures de gestion du capital

L'organisme définit son capital comme étant ses actifs nets et ses objectifs en matière de gestion du capital sont les suivants :

- Préserver sa capacité à poursuivre ses activités ;
- Acquitter ses obligations financières.

L'organisme gère son capital principalement par le biais des produits de placements et de la vente de publicité et de publications.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, l'organisme peut être amené à modifier les dépenses prévues pour la réalisation de certaines de ses activités.

L'organisme n'est pas soumis, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital.

15 - Engagements

L'organisme s'est engagé, d'après des contrats de location et un contrat de services échéant jusqu'en 2012, à verser la somme de 201 \$ pour du matériel, des locaux et des services. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 90 \$ en 2010, à 81 \$ en 2011 et à 30 \$ en 2012.

Renseignements supplémentaires

	2009	2008
	\$	\$
Revenus nets de placements		
Revenus d'intérêts	856	851
Revenus de dividendes	478	995
Gains réalisés sur la cession de placements	228	228
Variation de la juste valeur des actifs financiers désignés par l'organisme comme étant détenus à des fins de transaction	(6 884)	(3 234)
	(5 322)	(1 160)

1470, rue Peel, bureau 200
Montréal (Québec) H3A 1T1
Téléphone : 514-985-2461
Télécopieur : 514-985-2559
irpp@irpp.org

www.irpp.org



IRPP